

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 2 JUIN 2007

N° 968

PRIX 0,80 €

EDITORIAL

LEGISLATIVES 2007 : déclaration des candidats Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier de Martinique et Guadeloupe

Nous sommes candidats de Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier pour dire aux travailleurs que face à la politique néfaste à venir du présent gouvernement patronné par Sarkozy ils ne pourront compter que sur eux-mêmes et sur leurs luttes pour se protéger. Le programme que nous présentons à ces élections législatives est celui de la défense des intérêts des travailleurs. Il contient l'essentiel des mesures que nous militants de C.O et L.O jugeons indispensables pour combattre la situation dramatique qui touche les travailleurs, les chômeurs, les précaires, etc.

En particulier il faut mettre fin aux licenciements dus aux fermetures arbitraires d'entreprises, aux délocalisations, aux faillites ou liquidations douteuses ou frauduleuses. Les candidats de gauche et les socialistes nous disent qu'il faudra, face à Sarkozy, beaucoup de députés de gauche pour faire contre-pouvoir à la vague de droite qui se prépare. S'opposer aux mesures que compte prendre Sarkozy, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui peuvent le faire, grâce à leurs luttes ! Il ne servira pas à grand-chose qu'il y ait un député de gauche de plus ou de moins dans une assemblée soumise à Sarkozy.

Nous réclamons : l'interdiction des licenciements, l'abolition des lois sur le secret commercial et bancaire, l'ouverture et le contrôle des comptabilités des entreprises, de leurs projets, de leurs plans à court ou long terme, la suppression des aides d'Etat aux grands patrons (67 milliards d'Euros en 2006 !) et l'utilisation de cet argent pour créer massivement des emplois publics, afin d'améliorer les services publics qui en ont bien besoin, notamment dans la santé, dans les services aux personnes âgées, les services de garderies et crèches pour les enfants, dans l'enseignement où le problème n'est pas « carte scolaire ou pas carte scolaire » mais bien d'avoir un plus grand nombre d'enseignants pour encadrer et éduquer les élèves.

Sarkozy et son gouvernement veulent faire exactement l'inverse : supprimer la moitié des emplois de fonctionnaires partant en retraite ! Contrairement à ce que dit Sarkozy ce n'est pas travailler plus pour gagner plus qui va améliorer la situation des salariés. Il faut de vraies augmentations de salaires (300 euros pour tous) que mettait en avant Arlette Laguiller aux présidentielles. Il faut de vrais emplois, en particulier transformer tous les emplois précaires, les temps partiels imposés, en emplois durables et à temps complet.

Candidats de Lutte Ouvrière-Combat Ouvrier, nous appelons les travailleurs, les chômeurs, les précaires, les retraités à faire savoir grâce à leur bulletin de vote qu'ils sont nombreux à vouloir s'opposer aux mesures de Fillon-Sarkozy contre les travailleurs. On en a déjà une idée avec l'annonce de la création de la « franchise » que devra payer tout assuré social sur le montant des prescriptions (pouvant aller de 18 à 100 euros !). Ils ont déjà annoncé les couleurs : ils vont s'en prendre au droit de grève (l'hypocrite « service minimum »), ils vont s'en prendre aux retraites particulières, ils vont modifier le code du travail pour faciliter les licenciements et avec leur « contrat unique » de travail, ils prévoient un nouveau CPE pour tous.

Par contre pour les riches il y a le bouclier fiscal, pour qu'ils paient moins d'impôts (plafonnés à 50%) ; il y a le dégrèvement de charges pour les heures supplémentaires et le maintien de toutes les subventions habituelles (67 milliards d'euros en 2006). Nous disons aux travailleurs qu'il faut utiliser leurs bulletins de vote pour exprimer leur volonté de ne compter que sur leur capacité à se battre et choisir un programme qui défende vraiment leurs intérêts.

Alors le 9 juin, le meilleur choix, c'est un vote contestataire, un vote d'opposition aux attaques que préparent Sarkozy - Fillon qui tous les deux étaient déjà au gouvernement et qui depuis cinq ans n'ont cessé de s'en prendre aux travailleurs. Mais aussi un vote d'avenir, car le vrai contre-pouvoir ce sera la lutte consciente des travailleurs pour la défense de leurs intérêts. Amis, lecteurs de Combat Ouvrier ! Votez et faites voter pour les candidats de Lutte Ouvrière-Combat ouvrier !

Martinique

Succès de la grève des employés de France Télécom

Le 3 mai, les employés de France Télécom, - société à capitaux essentiellement privés ayant un chiffre d'affaires de près de 52 milliards d'Euros et dégagant près de 18 milliards d'Euros de marge brute - se sont mis en grève à l'appel d'une intersyndicale de tous les syndicats, en Martinique, Guadeloupe, Guyane contre la politique de restructuration et un projet de réorganisation dans la Caraïbe.

La grève était prévue pour deux jours. Devant l'obstination de la direction, les salariés ont reconduit le mouvement jusqu'au mercredi 9 mai.

Dans la région, les effectifs de France Télécom sont passés de 800 à 499 emplois en moins de 15 ans. Et cette dernière année, les salariés ont observé une accélération de la baisse des effectifs, la direction allant au-delà

du plan prévu sur 3 ans. En 2006, France Télécom a opéré une réduction d'effectifs de 16% soit quatre fois plus qu'en France. En Martinique, le vendredi 5 mai, le mécontentement des grévistes est monté d'un cran. Les grévistes avaient fermé les agences. Ils allaient dans les rues de Fort de France et manifestaient bruyamment avec une caravane de véhicules pour informer la population de leurs revendications. L'objectif des grévistes était d'obtenir de la direction l'annulation des projets de réorganisation en cours.

La direction a proposé que la négociation se fasse le jeudi 10 mai. Les grévistes ont répondu qu'ils resteraient donc en grève jusqu'au 10 mai et sont restés fermes sur leurs positions.

Après une semaine de grève, la Direction Territoriale Caraïbe, basée en Guadeloupe, a

reculé sur certaines revendications et le mercredi 9 mai, un accord a été signé entre syndicats et direction de France Télécom. Les syndicats ont obtenu l'arrêt des projets de réorganisation en cours par domaines d'activité comme entendait le faire la direction pour passer à un projet global qui devrait être présenté aux syndicats et discuté par eux, avant de passer en Comité d'entreprise.

Concernant l'arrêt des suppressions d'emplois en 2007, la direction n'a pas pris d'engagements fermes, mais l'Intersyndicale et les salariés de France Télécom entendent bien rester vigilants.

Société privée ou pas, les salariés de France-Télécom déterminés ont réussi à faire reculer leur direction avide de profits pour remplir les poches de ses actionnaires.

“Pour un programme de défense des travailleurs”

(Extraits de l'Editorial d'Arlette Laguiller paru dans Lutte Ouvrière)

Pour les travailleurs, rien de bon ne peut sortir du résultat de ces élections. Sarkozy cherchera à confirmer la victoire de la droite à la présidentielle et à obtenir par la même occasion une majorité parlementaire entièrement dévouée à sa politique. Et cette politique, il l'a annoncée en long et en large pendant sa campagne électorale, et ses ministres sont en train de la mettre en application.

C'est une politique entièrement en faveur du grand patronat, ce qui n'est vraiment pas une nouveauté par rapport aux gouvernements passés, assortie d'un certain nombre de gâteries en direction des plus riches, notamment en matière fiscale. Il est caractéristique que les mesures qui seront mises en place en priorité sont le plafonnement de l'impôt à 50 % du revenu et un allègement important de l'impôt sur les successions. Les plus riches que cela favorise ne pouvaient attendre !

Pour les travailleurs, il n'y aura évidemment rien, si ce n'est des coups de plus contre les retraites, contre le droit de grève. Rien contre le chômage, rien contre la baisse du pouvoir d'achat, à part le slogan "travailler plus pour gagner plus". Ceux qui n'ont pas d'emploi comme ceux qui sont en train d'en perdre un apprécieront !

La gauche gouvernementale, le PS comme le PC, essaie de mobiliser sur le thème de la

nécessité de limiter la toute puissance de Sarkozy. Le Parlement dans son ensemble n'a déjà pas beaucoup de pouvoir face au président de la République mais alors, l'opposition socialiste, minoritaire, n'en aura aucun.

Si les cinq ans à venir ne dépendaient que du résultat des seules élections présidentielle et législatives, le patronat pourrait aggraver en paix l'exploitation pendant que ses laquais au gouvernement nous abreuvieraient de prêches sur les vertus du travail.

Mais l'avenir ne dépend pas du seul jeu des élections et du fonctionnement institutionnel. Si Sarkozy n'a rien à craindre du côté des partis de la gauche depuis longtemps domestiqués par le grand patronat, il n'est pas dit qu'il l'emportera au paradis de la droite réactionnaire.

Car, les élections passées, les problèmes essentiels du monde du travail demeurent et s'aggraveront inévitablement. Et quand la coupe sera pleine, même un pouvoir qui se veut fort ne pourra rien contre l'explosion sociale que l'attaque de trop aura déclenchée. Bien des gouvernements forts, et surtout anti-ouvriers, en ont fait l'expérience. A commencer par De Gaulle, pourtant autre chose que Sarkozy, qui dut reculer devant la grève de masse de 1968.

Notre avenir est, en fait, entre nos mains. Pas par la grâce d'un

bout de papier à glisser dans l'urne. Ce sont les travailleurs qui font marcher toute l'économie, les entreprises, les banques, leurs pompes à profit. Et ce sont eux, aussi, qui en bloquant ces pompes à profit ont le pouvoir de toucher les patrons là où ils sont sensibles, à leurs portefeuilles.

Dans ces élections, Lutte Ouvrière présente des candidats dans la quasi-totalité du pays. Ces candidats affirmeront que les travailleurs ont la force sociale pour arrêter le cours actuel des choses et pour imposer des changements favorables aux classes populaires. Ils le feront au nom d'un programme de défense du monde du travail, d'un ensemble de mesures qui, imposées par les luttes, pourraient réellement changer le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

Les votes pour les grands partis ne changeront rien à rien, si ce n'est renforcer les illusions et les faux espoirs électoraux. Les votes pour les candidats de Lutte Ouvrière exprimeront au moins qu'une partie, fut-elle petite, de l'électorat ouvrier ne fait pas confiance aux bulletins de vote pour changer son sort et qu'elle se prononce pour les seuls objectifs qui pourraient unifier et orienter les luttes de demain vers l'efficacité.

Les candidats de Lutte Ouvrière - Combat Ouvrier en Martinique pour les élections législatives des 9 et 16 juin 2007

Nous présentons des candidats dans 3 circonscriptions. Ce sont tous des travailleurs engagés quotidiennement aux côtés de leurs camarades depuis plusieurs années dans la vie quotidienne, dans le combat contre l'exploitation et qui ont pris des responsabilités syndicales pour mieux mener ces luttes. Mais ce sont aussi des femmes et des hommes qui croient qu'il est indispensable pour les travailleurs de se battre aussi sur le plan politique.

Dans la 3^{ème} circonscription du Centre, la candidate titulaire sera : Ghislaine Joachim – Arnaud et le suppléant : Louis Maugée.

GHISLAINE JOACHIM - ARNAUD, Technicienne de laboratoire - 55 ans, membre de la direction de Combat Ouvrier.

Elle exerce son activité professionnelle au CHU de Fort de France.

Elle est militante syndicale depuis 1974, et est élue régulièrement dans différents organismes où est représenté le personnel du CHU, régulièrement élue à la direction de son syndicat dans la Santé, dont elle est devenue la Secrétaire générale. Puis elle a été régulièrement élue secrétaire générale de son syndicat au niveau de la Martinique, depuis 1990, à une époque où le rôle des femmes en politique ou dans les directions d'organisations syndicales n'était pas mis à l'honneur.

Ghislaine J-ARNAUD a été candidate de COMBAT OUVRIER dans différentes élections aux élections législatives depuis 1984 ou régionales de 1992 et 1998 et en 2004.

LOUIS MAUGÉE, né en 1947, membre de la direction de Combat Ouvrier

En 1974, Louis Maugée était ouvrier dans le bâtiment. Aujourd'hui, il est employé à la Caisse générale de sécurité sociale de Martinique. Il est depuis des années (plus de 30 ans) militant de Combat Ouvrier et militant syndical. Il a été élu constamment par ses camarades comme délégué dans différentes instances de son entreprise. Il a été lui aussi régulièrement candidat de Combat Ouvrier à des élections, aux élections régionales ou aux européennes et aux législatives.

Dans la 2^{ème} circonscription du Nord Caraïbe

Le titulaire est Jean Jacques MAGIT avec comme candidate suppléante : Marie Hélène MARTHE dite SURELLY.

JEAN-JACQUES MAGIT est né le 2 février 1950 à Fort de France. Il est serrurier de profession - qualification Ouvrier hautement qualifié (OHQ). Il a commencé à travailler dès l'âge de 14 ans. Quatre ans plus tard, en 1968, il était licencié pour avoir osé se syndiquer à la CGTM, bien qu'étant encore mineur. En ce temps là, la

majorité était fixée à 21 ans. Puis il a travaillé à la Mairie de Fort de France, à la SOMAL-Air Liquide, et aussi aux PTT. Il a été embauché à Delattre Levivier au début des années 70, entreprise dans laquelle il exerce jusqu'à ce jour sa profession. Jean-Jacques Magit est également militant dans la vie associative, au Comité des parents d'élèves et dans des associations sportives.

En 1974, il est élu délégué du personnel et délégué syndical de la CGTM. Il représente ses camarades pour défendre leurs intérêts dans les réunions avec les patrons. Depuis 1991 il est membre du bureau confédéral de la CGTM. Il rencontre les militants de COMBAT OUVRIER dans la période des luttes ouvrières importantes de 1974 à 1978 et décide de rejoindre le combat pour les idées communistes révolutionnaires. Depuis, Jean-Jacques Magit a été présenté par COMBAT OUVRIER dans plusieurs élections. Aux législatives de 1986, il a été candidat suppléant dans la circonscription du Nord. Il a été sur une liste de Combat Ouvrier aux élections municipales au Robert. Il a été candidat aux élections législatives de 1997 et sur les listes des élections régionales de 1992 et 1998 et 2004.

Sa suppléante dans la circonscription du Nord Caraïbe est **Marie Hélène MARTHE dite SURELLY.**

Elle est ouvrière agricole de la banane depuis plus de 20 ans, elle a 44 ans. Elle s'est toujours trouvée aux côtés des travailleurs, de ses collègues pour défendre leurs droits contre l'exploitation féroce des patrons de la banane. Militante syndicale depuis plusieurs années, elle est régulièrement élue déléguée du personnel par ses camarades de travail. Elle est aussi élue représentante ouvrière à la Chambre d'Agriculture depuis 2001, et juge prud'homale depuis 2006. Elle est déjà connue par les médias et journalistes pour sa conviction, son courage de combattre l'exploitation patronale dans l'agriculture. Proche des positions défendues par les militants de Combat Ouvrier, elle était présente aux côtés de Ghislaine J. ARNAUD sur la liste des Elections régionales de 1998 et sur la liste CO-GRS de 2004.

C'est donc tout à fait normalement et avec enthousiasme qu'elle a accepté de se retrouver candidate suppléante Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier pour représenter et défendre les intérêts de la classe des travailleurs dans ces élections.

Dans la 1^{ère} circonscription : Nord Atlantique
Titulaire : DUFEAL Alex
Suppléante : Angèle Laupa - CLEDOR

DUFEAL Alex est né le 7 Août 1948 à Fort de France.

Il déclare :
« J'ai connu Combat Ouvrier depuis 1976 dans l'émigration et j'ai adhéré aux idées communistes, de justice et de défense des travailleurs que

défend cette organisation. Dans l'émigration, j'ai aussi été militant syndical et à ce titre occupé des postes de responsabilité, notamment au sein de l'amicale des Antillais à la RATP

« J'ai commencé à travailler dès l'âge de 18 ans. Puis je suis parti en France suivre un stage d'électricien pour travailler ensuite en qualité d'ouvrier électricien, à l'usine Renault, Simca et dans des différentes entreprises du bâtiment. Puis à la RATP de 1974 à 1986.

Ensuite à partir de 1986, je suis rentré au pays pour y travailler, mais c'est le chômage qui s'est plutôt présenté à moi que le travail. J'ai quand même travaillé 2 ou 3 semaines pour des boîtes d'intérim dans le bâtiment en qualité de OHQ électricien ou électromécanicien (l'équivalence d'un technicien). Un travail dur car les patrons embauchant un intérimaire se croient le droit de nous réduire au rang d'ouvrier corvéable à merci, ce que d'ailleurs je n'ai jamais accepté. Depuis 1992, j'exerce la fonction de formateur ou de professeur de mathématiques.

Je suis également militant syndical et continue de contribuer à organiser des ouvriers du bâtiment ou de la Métallurgie contre l'exploitation patronale.

Militant politique, j'ai eu l'occasion d'être candidat dans l'émigration aux élections européennes du 10 juin 1979 sur la liste de Lutte Ouvrière « Pour une Europe débarrassée des frontières et du capitalisme ». Aujourd'hui je suis fier d'être de nouveau présent aux élections législatives des 9 et 16 juin 2007 pour représenter et défendre les intérêts de ma classe comme candidat de Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier.

Angèle LAUPA-CLEDOR est ma suppléante dans la circonscription du Nord Atlantique. Elle est Formatrice à l'AFPA, née le 23 décembre 1950 à Fort de France. Elle a connu Combat Ouvrier en France dans l'émigration dans les années 80. Rentrée en Martinique depuis plus de 20 ans, elle a choisi de militer dans son syndicat et d'y consacrer une partie de son temps pour exercer le rôle de conseillère prud'homale et de chercher à apporter sa contribution pour organiser et former des travailleurs cégétistes.

Elle est également élue déléguée par ses collègues de travail. Angèle LAUPA-Clédor a été candidate aux élections européennes de 2004 sur la liste de la 8^e circonscription conduite par notre camarade Ghislaine Joachim Arnaud. Elle a donc accepté avec enthousiasme d'être ma suppléante dans la 1^{ère} circonscription du Nord Atlantique sur la liste de Lutte Ouvrière et Combat Ouvrier » .

Voilà les candidats sur lesquels nous appelons les électeurs de la 1^{ère} circonscription du Nord Atlantique, ceux de la 2^e circonscription du Nord Caraïbe et ceux de la 3^{ème} circonscription du Centre à porter leurs suffrages.

Quatre candidats de Combat Ouvrier présents dans les 4 circonscriptions de Guadeloupe sous l'étiquette “Lutte Ouvrière - Combat Ouvrier”

Nous donnons ci-dessous une brève notice biographique sur chacun d'eux.

Danielle DIAKOK :
Candidate dans la Première circonscription (suppléant Gérard Séné).

Elle est née le 11 décembre 1957 à Pointe-à-Pitre. Elle est célibataire et mère d'un jeune garçon. Elle exerce la profession d'employée d'assurances. Danielle Diakok a rejoint les rangs de Combat Ouvrier, il y a plus de vingt ans et depuis milite quotidiennement en tant que militante communiste révolutionnaire aux côtés des travailleurs et de la population laborieuse de Guadeloupe. Cette camarade est déléguée du personnel dans son entreprise depuis plusieurs années où il faut mener régulièrement des luttes pour les conditions de travail, des embauches, la RTT. Elle contribue à la parution d'un bulletin d'entreprise «l'écho des assurances» avec l'aide des travailleurs de ce secteur. Elle a des responsabilités syndicales et milite dans les syndicats des organismes financiers (banques, assurances et établissements financiers). Ce secteur a mené des luttes pour le maintien de la convention collective locale dans les banques, contre les patrons qui voulaient en imposer une autre moins avantageuse. Elle a aussi, en octobre 2001, participé à la grève des banques en soutien aux grévistes du Crédit Moderne, ce qui a contribué à faire pression sur le patron.

Claude FLETCHER, dans la Deuxième circonscription (suppléant Clotaire RIMBON)

Né le 26-10-1941 au Moule. Père : cultivateur, Mère : Employée municipale – communiste militante (Girardiste). Profession : Enseignant de math (E.N.), Formateur (formation des adultes), aujourd'hui retraité.

Engagement politique à Combat Ouvrier en Guadeloupe en 1975. Avec son suppléant à cette législative, Clotaire Rimbon, il a participé à la création d'un syndicat ouvrier à l'usine de Gardel. Il milite dans la région du Moule depuis 1976. Depuis la grande grève de 1974 – 1975, Claude Fletcher a participé quasiment toutes les grandes luttes ouvrières en Guadeloupe. Il fut aussi plusieurs fois candidats à des élections dans la région du Moule ou aux

Martinique

Des militants de l'Assaupamar placés en garde à vue

Le 15 mai selon un communiqué de l'Assaupamar, trois des militants de cette organisation écologiste ont été placés en garde à vue à la brigade de gendarmerie de Rivière Salée sur réquisition du procureur de la république. Ils ont été relâchés en fin de journée.

La justice reproche aux militants écologistes Henri Louis-Regis, Pascal Tourbillon et Garcin Malsa, d'avoir procédé à la destruction de clôtures de certaines maisons privées situées en bordure du littoral.

Bien entendu le procureur dit agir sur une plainte déposée par les riverains qui auraient fait les frais de cette action de l'Assaupamar. Par contre ce qui montre son incontestable parti-pris dans l'affaire, c'est qu'il fait mine d'ignorer que bien avant que cette

Régionales.

Jean-Marie NOMERTIN, dans la Troisième circonscription (suppléante : Lita Dahomay)

Né le 29 / 01 / 1965 à Capesterre Belle-Eau. Il a suivi une scolarité jusqu'au BEP (formation de réparateur de machines agricoles). Employé de commerce en 82 et depuis 83 devenu ouvrier agricole; il a donc travaillé dans les plantations de banane pendant près de 20 ans. Aujourd'hui il est dirigeant d'une importante centrale syndicale. Une grève générale de la banane fut préparée et déclenchée en décembre 1997 avec à sa tête J.M. Nomertin, entouré d'hommes et de femmes totalement décidés à faire triompher leur cause. C'est à cette époque là que les travailleurs d'autres secteurs firent sa connaissance, ouvrier agricole, il était aussi responsable syndical «de la banane ». La grève dura 52 jours pour réclamer le paiement d'un 13ème mois. Elle fut ponctuée de nombreuses manifestations, incidents dans les plantations et de quelques échauffourées avec les forces de l'ordre à Capesterre, mais couronnée de succès. J-M Nomertin fut aussi tête de liste de Combat Ouvrier aux Régionales de 2004.

Philippe François ANAIS, candidat dans la 4^{ème} circonscription (suppléante Sylvie Svetz)

Né le 1er mai 1943 à Capesterre Belle eau, il exerce la profession de professeur de collège. Il a deux enfants. Membre de la Direction de Combat Ouvrier où il milite depuis 1966, il a participé depuis 1972 à toutes les luttes des ouvriers agricoles de la région Capesterre B-E, particulièrement il a été actif aux côtés des ouvriers agricoles des plantations bananes. Il a animé des activités de Combat Ouvrier dans la région, avec l'aide des ouvriers agricoles, il a contribué à la publication régulière depuis des années, d'un bulletin d'entreprises “plantations en lutte” diffusé dans les plantations de la région de Capesterre. P-F Anaïs a contribué par son action, par ses encouragements à maintenir, voire à recréer des sections syndicales et une vie syndicale dans cette région

Ary Durimel poursuivi !

Ary Durimel, l'avocat militant des Verts est convoqué au tribunal par le juge pour une éventuelle mise en examen le 4 juin prochain. On lui reproche d'avoir violé le secret de l'instruction dans une affaire qui date de 2004 au profit de sa cliente de l'époque alors que les soi-disant informations circulaient dans la presse. Mais Ary Durimel est aussi l'avocat qui fait partie du collectif qui réclame la vérité sur le chlอร์ดécone, ce pesticide dangereux pour la santé et qui a pollué pour des dizaines d'années une surface agricole très importante en Guadeloupe et

Martinique, notamment dans les régions de bananeraies. Mais où exactement ? Et sur quelle superficie ? L'administration ne veut pas faire toute la lumière sur cette affaire.

Evidemment il est plus simple de tenter d'intimider ceux qui veulent une transparence totale sur cette affaire.

Une première réunion a eu lieu le lundi 21 mai regroupant plusieurs militants d'associations et politiques. Il s'agit de mettre en place

un comité de soutien à Ary Durimel. Le mercredi 23 mai a eu lieu une conférence de presse et plusieurs avocats lui apportent leur soutien car il semble qu'on veuille faire taire ce militant qui dérange. Il faut se rappeler que le procureur a fait appel de la décision de retenir l'affaire du chlอร์ดécone. Les Verts Guadeloupe appellent à venir soutenir Durimel au tribunal de Pointe à Pitre. Nous répercutons cet appel : soyons très nombreux le 4 juin pour faire reculer l'intimidation judiciaire, comme nous l'avons fait dans d'autres affaires, Arékian, Lefort, Mathiasin !

Succès de la grève de France Télécom en Guadeloupe

Du 3 au 10 mai a eu lieu une grève à France Télécom et qui a concerné la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane à l'appel de tous les syndicats. Il s'agissait de dénoncer les projets de la direction concernant des suppressions d'emplois, des délocalisations, des suppressions d'activités, le passage en force des projets sans tenir compte des remarques et amendements des représentants syndicaux. La grève a été largement suivie par le personnel et la mobilisation très forte. C'est d'ailleurs la première fois qu'une grève a lieu en même temps dans les trois départements. Dans un premier temps la direction a voulu prendre son temps pour négocier mais devant la colère du personnel, elle a dû changer de position.

Un accord a été signé et les grévistes ont obtenu :

- l'arrêt immédiat de tous les projets (suppression de postes, délocalisation, mobilité forcée.)
- remplacement de ceux qui partent à la retraite par l'embauche de jeunes en CDI,
- recrutement de 22 jeunes en contrat de formation d'apprentissage,
- la situation des CDI à temps partiel sera examinée afin qu'ils passent à temps plein,
- arrêt immédiat de toutes les pressions exercées et arrêt de la mobilité forcée,

- respect des accords relatifs à l'accompagnement de la mobilité,
- création d'une cellule de soutien psychologique pour aider les nombreux salariés en situation de détresse, de stress,
- création de deux postes d'assistante sociale en Guadeloupe et Guyane et le poste de Martinique sera maintenu,
- amélioration des conditions de travail dans les boutiques,
- attribution d'un chèque déjeuner par agent et par jour travaillé,
- respect des instances représentatives du personnel.
- Aucune sanction pour fait de grève.

En ce qui concerne le paiement des jours de grève, les salariés auront deux jours à leur charge et le reste sera payé par la direction. Les travailleurs ont repris le travail satisfaits d'avoir fait reculer la direction de France Télécom qui depuis la privatisation a de plus en plus une politique de recul social. Cette fois les salariés ont dit stop et l'ont fait savoir par une forte mobilisation. La direction a voulu regrouper les trois départements pour mieux mener sa politique de délocalisation et de mobilité, mais ne s'attendait pas au retour de boomerang, à savoir que l'unité du personnel des trois départements représentait une force. Sa mobilisation a pu faire ravalier à la direction ses projets néfastes.

Martinique Elections professionnelles à la Sécurité Sociale

Une majorité de représentants CGTM viennent d'être élus à la Caisse Générale de Sécurité Sociale. Pour les quatre prochaines années, ces délégués (C.E et D.P) auront la charge de représenter leurs camarades de travail face à l'employeur.

Comme pour les années précédentes, alors que plusieurs organisations syndicales briguaient le vote des électeurs : la CGTM, F-O, le SNFOCOS et la CGTM-FSM, c'est la CGTM, avec 14 sièges sur 18 pour la délégation du personnel et 12 sièges sur 22 au Comité d'entreprise, qui l'a emporté avec une très large majorité des

suffrages exprimés.

Quant aux autres syndicats, le SNFOCOS obtient 4 sièges, F-O en obtient 6 et la CGTM-FSM ne gagne aucun siège. Déjà, l'élection précédente avait donné en tête du scrutin, les listes de la CGTM. C'est le signe que les salariés ont encore jugé les militants de la CGTM, les plus dignes de confiance.

Il restera néanmoins aux militants de la CGTM de convertir cette confiance renouvelée, en proposant aux travailleurs un outil disponible combatif et entièrement dévoué à leurs luttes.

Guadeloupe Grève à APROCASH

Les 9 travailleurs du magasin Aprocash, qui commercialise des produits en gros à Bergevin, se sont mis en grève pour conserver leurs emplois. En effet, au mois d'octobre 2006, la direction leur avait annoncé qu'elle procédait à la vente du fond de commerce d'Aprocash, affirmant que ces nouvelles dispositions n'auraient pas d'incidence sur l'emploi. Mais dans les mois qui suivirent, aucun repreneur ne s'est manifesté. Le 30 avril, les travailleurs se sont mobilisés pour exiger des explications de la direction, et celle-ci leur a annoncé l'arrêt total de l'activité du magasin à partir du 31 mai. Elle a informé les salariés que la seule solution trouvée était la reprise du droit de bail par les Ets Lancry, qui utiliseraient le site en dépôt de stockage et d'approvisionnement. Cela signifiait que seuls trois travailleurs sur 9 seraient repris par la nouvelle entreprise. Pour les autres :

-un salarié ferait l'objet d'un départ anticipé à la retraite

-un autre aurait une pré-retraite FNE

-un serait reclassé à Jarry

-le sort réservé aux trois facturières/ caissières restant très vague

Les salariés sont indignés d'être ainsi traités par la société Aprocab, propriétaire d'Aprocash, qui les a trompés et maintenant les met à la porte, après les avoir exploités au maximum (conditions de travail difficiles, salaires de misère).

Cette société a sans conteste les moyens de préserver les emplois : Aprocash n'est qu'une parcelle de ses activités. Aprocab fait partie du groupe Barbotteau, qui est composé de plus de 26 sociétés, avec un effectif total de 283 salariés, dans des secteurs aussi divers que la maintenance automobile, production, transport de commercialisation de surgelés, les locations de voitures, et bien d'autres encore, sous des enseignes bien connues et prospères en Guadeloupe. Le groupe est donc largement implanté et florissant. Mais peut-être que si ces patrons devaient affronter l'ensemble des salariés de leur groupe, ils se montreraient un peu plus respectueux des droits des travailleurs.

Les travailleurs se battent pour préserver leurs emplois et échapper à la misère, ils doivent bénéficier du plus large soutien.

Martinique Des précisions sur la grève des chauffeurs d'hydrocarbures !

Le Syndicat des Chauffeurs Salariés de Produits Pétroliers et Assimilés (SCSPPA-CGTM) a entamé le 11 janvier 2007 des négociations avec les entreprises chargées d'approvisionner principalement les stations-service de la Martinique en hydrocarbures, en vue de mettre en place un accord collectif pour harmoniser les relations de travail entre les employeurs du secteur et leurs salariés.

Le jeudi 26 avril 2007, employeurs et représentants du SCSPPA-CGTM se rencontraient pour négocier la question «Rémunération». Il s'agissait d'obtenir une augmentation de salaire mais aussi que les chauffeurs qui exécutent le même travail, perçoivent un même salaire quel que soit l'employeur.

Le soir même, le SCSPPA-CGTM transmettait aux employeurs une nouvelle proposition salariale avec proposition de se rencontrer sur le site de la SARA le vendredi 27 avril 2007 à partir de 6h.

Les négociations n'ont pu démarrer que le vendredi 27 avril 2007 à 15h30 et ont été suspendues

à 18h30. Après plusieurs propositions et contre-propositions, les chauffeurs ont constaté qu'aucun patron ne s'est déplacé pour venir à leur proposition de rencontre fixée le samedi 28 avril 2007 à partir de 9h.

Par contre, dans la journée du dimanche 29 avril, des salariés étaient convoqués par la gendarmerie et la police qui les informaient que le préfet avait pris plusieurs arrêtés de réquisition le samedi 28 avril 2007.

Les chauffeurs ont bel et bien constaté que le préfet avait décidé d'utiliser un texte datant de ...1938 (avant guerre !) pour casser la grève, en volant au secours d'employeurs qui se cachant derrière des prétextes, refusaient de discuter.

Le préfet a ainsi réquisitionné 17 chauffeurs dont les responsables syndicaux, montrant ainsi le peu de cas qu'il fait du droit de grève, mais aussi comment il traitait les organisations syndicales. Forces de police et de gendarmerie ont donc été affectées au contrôle des accès de la zone de Californie et pour escorter les camions de livraisons. Les patrons avaient été invités dès la veille à reprendre les

négociations pour débloquer la situation. Mais ils ont refusé et l'interlocuteur des chauffeurs en lutte a été un officier de police venu faire de l'intimidation. Par contre ces messieurs étaient tous présents sur le site de la SARA dès le lundi 30 avril au matin.

Les négociations entre patrons et syndicat ont repris à 16h30 pour se terminer à minuit. L'accord signé prévoit que les salaires de base de tous les chauffeurs passe à 2065 euros à compter du 1er mai 2007, à 2125 euros à compter du 1er mai 2008 et à 2165 euros à compter du 1er mai 2009. Pour les chauffeurs qui étaient les moins payés, cela va se traduire par une augmentation de 758 euros bruts d'augmentation en mai 2007 par rapport à avril 2007 !

Contrairement aux allégations reprises par les suppôts habituels des patrons, les chauffeurs SCSPPA-CGTM n'ont jamais cherché à prendre la population en otage. En restant unis et déterminés ils ont su se faire respecter de leurs employeurs et obtenir une amélioration de leurs salaires.

Martinique

MCA-TELEPERFORMANCE lockoute son personnel

La direction de la société MCA (Martiniquaise des Centres d'appels) a lock-outé la totalité de son personnel soit plus de 120 salariés, depuis le 5 avril. Le groupe d'une quarantaine des grévistes syndiqués à la CGTM qui poursuivait la mobilisation commencée depuis le 12 mars pour arracher une augmentation de salaire de 100 euros net pour tous, un 13è mois et la transformation de 2 contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, a suspendu la grève.

Lorsque que Digicel, gros opérateur caraibéen dans la téléphonie, client de MCA, a résilié une partie de son contrat avec cette société, MCA en a profité pour décréter qu'elle résiliait la totalité du contrat et se trouver sans activité.

Bien évidemment les experts juridiques de Digicel et ceux de MCA se renvoient la balle sur la responsabilité réelle de cette rupture de contrat. C'est ainsi que le 17 avril, la direction de MCA a convoqué un comité d'entreprise

extraordinaire avec comme ordre du jour «Information résiliation contrat client».

A ce jour, la situation reste bloquée. Les employés de MCA n'ont aucune information sur les contacts qui se nouent et se dénouent en Martinique ou à Paris, entre les représentants de Digicel et MCA ou Digicel et Téléperformance. Ils sont menacés de licenciement suite à la mise en cessation d'activité de leur société dans 2 mois.

Et pourtant, leur société n'a nullement été mise en difficulté économique. Il faut rappeler que MCA est une filiale de TELEPERFORMANCE lui-même deuxième groupe mondial de la relation client. Cette société a affiché un bénéfice net de 70 millions d'Euros en 2006 et distribue des dividendes en hausse de 23% à ses actionnaires. La société est florissante et vient d'annoncer, le 14 mai, le rachat de la filiale «Phone House». Quant à la filiale MCA elle drainait pour 2006 un chiffre d'affaire de 6.3 millions

d'euros.

Les salariés de MCA sont aujourd'hui victimes de ces sociétés capitalistes qui se développent comme des rapaces de par le monde. Pour accroître leurs profits, ils «sucent le sang» des jeunes travailleurs, ne reconnaissant aucune législation du travail. Et ils les rejettent sans ménagement lorsque ces salariés ne se montrent pas assez dociles.

Les grévistes de MCA ont choisi de ne pas arrêter leur lutte. Ils n'entendaient pas courber la tête devant leur direction scélérate. Espérons qu'avec eux, une nouvelle génération de travailleurs se lèvera qui ne sera pas dupe des soi-disant «avancées sociales» qui sont reprises par les capitalistes dès lors qu'ils se sentent en position de force. Ces travailleurs sauront que pour se battre réellement contre les injustices sociales et contre la rapacité des capitalistes et de leurs sociétés multinationales, il leur faut apprendre à construire leur force avec l'ensemble des salariés.

ASSURANCE SOCIALE

La nouvelle "franchise" en préparation, un forfait de plus des gouvernants !

Lors de sa réforme de l'assurance maladie en 2004, Xavier Bertrand- alors ministre de la Santé, avait déjà fixé le principe d'un forfait non remboursable : un euro par consultation et 18 euros pour les actes médicaux d'un montant supérieur à 91 euros. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy veut généraliser ce principe en l'aggravant de quatre franchises non remboursées par la Sécurité sociale sur «les premiers euros annuels» dépensés en examens biologiques, en médicaments, les visites médicales et l'hospitalisation.

Ce système a été dénoncé par les organisations syndicales, les associations d'usagers, de lutte contre la pauvreté comme Emmaüs France. Il va à l'encontre du principe de solidarité qui est le fondement de la Sécurité sociale. Toutes ces barrières établies par différents ministres, dont les Mattéi, Douste-Blazy, et Cie ne peuvent que pousser des gens à renoncer à se faire soigner.

Quel montant pour cette nouvelle «franchise» ? On avance des chiffres : 25 euros par franchise, c'est à dire un forfait

total annuel de 100 euros, soit trois jours de salaire d'un smicard ! Ces chiffres seraient peut-être revus à la baisse ou à la hausse selon les années, pour tenter de s'adapter aux variations des dépenses de santé.

Un tel «forfait» constituerait une véritable ponction pour les moins fortunés, qui risquent de ce fait de moins bien se soigner ! Une forme de riposte a commencé de s'organiser. Des médecins d'abord ont lancé une pétition, avec à leur tête Martin Winckler et Christian Lehmann, tous les deux médecins et écrivains connus ; l'appel contre la franchise qu'ils ont lancé a déjà réuni quelque 30 000 signatures ! Selon eux, c'est un nouveau pas vers une médecine à deux vitesses, un de plus ; c'est un élément de régression sociale, les plus pauvres hésiteront à consulter, et on risque de voir de petits maux mal soignés se transformer en vraies maladies, ce qui est loin d'une bonne politique de santé publique. Des spécialistes ont rappelé que 70% des dépenses de soins étaient le fait de 10% de très grands malades, donc la mise sur pied d'une franchise ne

changerait pas grand-chose à ces frais.

Il semble que le nouveau ministre Martin Hirsch, qui s'est récemment rallié à Sarkozy, en quittant l'action sociale qu'il menait dans le cadre des associations Emmaüs, ait été choqué par cette nouvelle franchise. Remarquons qu'il aura encore bien des couleuvres à avaler dans ce gouvernement, mais c'est lui qui l'a voulu ainsi ! Fillon aurait, paraît-il, réussi à le rassurer. Il ne faut tout de même pas de «vagues» avant les législatives qui doivent être une réussite totale pour le nouveau gouvernement des sarkozistes, convaincus ou ralliés !

Mais les travailleurs n'ont pas les mêmes raisons d'obéir à ces calculs politiques. Avant ou après les élections, ils pourraient décider de dire avec force ce qu'ils pensent de toute cette politiques anti-sociale et anti-pauvres qui se prolonge (après 5 ans de gouvernement de droite !) avec aux commandes les Sarkozy, Fillon et Cie, même si l'habillement est aujourd'hui différent avec un Sarkozy président !

A propos de la création d'un "comité de coordination des luttes"

Pour l'information de nos lecteurs, nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre reçue d'un «comité provisoire» représentant diverses organisations politiques et syndicales (PCG, UPLG, GRS, UPG, CTU), qui appellent à la création d'un «comité de coordination des luttes» !

EXTRAITS DE LA LETTRE

Le samedi 19 mai, trois organisations politiques : PCG, UPLG, GRS ; un syndicat paysan l'UPG, un syndicat ouvrier la CTU et des militants du mouvement associatif, réunis au local de la CTU ont :

- Analysé la situation politique, sociale et économique de la Guadeloupe

- Echangé sur la nouvelle situation politique créée par l'arrivée au pouvoir en France d'un partisan déclaré et décomplexé de la bourgeoisie française.

Il ressort de ces discussions que la Guadeloupe et les Guadeloupéens subissent de plein fouet les attaques d'un colonialisme sournois mais cohérent dans ses actions et d'un capitalisme international qui ont décidé de pousser à son terme leur offensive pour transformer la Guadeloupe en simple marché de consommation pour leurs produits.

(...) Malgré tout, des Guadeloupéens résistent : au niveau social avec des syndicats combattifs, au niveau de l'environnement avec des associations, contre le racisme et la xénophobie, avec d'autres associations. Partout des collectifs et des comités se font et se défont. Plusieurs partis militent pour la décolonisation de la Guadeloupe.

Pourtant ces résistances éparses n'arrêtent pas le rouleau compresseur de l'exploitation capitaliste, la dépossession de terres, le désespoir de la jeunesse, le colonialisme.... Essentiellement défensives, ces résistances permettent, dans le meilleur des cas, de donner des coups d'arrêts, alors que l'enjeu est considérable. La Guadeloupe se meurt ! (...)Fort de cette analyse, les participants de cette réunion ont décidé d'inviter toutes les organisations syndicales, politiques et associatives, les militants inorganisés, à se retrouver pour envisager la mise en place d'un comité de coordination des luttes.

Ce comité devra réfléchir à un programme d'organisation et de propagande »

Notre commentaire

Pour ce qui concerne notre

participation à ce «comité de coordination des luttes » nous dirons plus tard notre position après avoir assisté à la prochaine réunion appelée par les initiateurs du dit «comité ».

Mais d'ores et déjà, nous disons que l'élection de Sarkozy n'a pas changé fondamentalement la situation. Nous avons une droite majoritaire en France depuis de nombreuses années, et qui l'est toujours. Certes elle était affaiblie avec une composante lepéniste qui la divisait ; Sarkozy a réussi à manœuvrer pour lui arracher une partie de son électorat. Mais le gouvernement patronné par Sarkozy, les mesures qu'il envisage de prendre ou qu'il va prendre sont dans la droite ligne de ce que faisait déjà le précédent gouvernement sous Chirac. C'était déjà Fillon qui avait mené les dites « réformes » attaquant les retraites, c'est encore lui qui continuera sur ce terrain comme sur d'autres : avec le «service minimum» en cas de grève, avec le contrat unique de travail, avec le «nettoyage» du Code du travail pour faciliter les licenciements, avec le bouclier fiscal pour permettre aux patrons de payer le moins d'impôts possible tout en continuant à leur servir les mêmes centaines de milliards d'euros (ou plus !) de subventions.

L'élection de Sarkozy n'est pas plus une catastrophe que ce qui existait déjà.

Et la Guadeloupe n'est pas plus colonisée ou opprimée qu'avant Sarkozy. Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est la poursuite et le renforcement d'une situation dramatique qui pénalise lourdement les couches laborieuses et pauvres. Parce que pendant que des catégories aisées ou riches s'enrichissent chaque jour plus, des masses entières de gens des classes pauvres, sombrent dans les difficultés et la misère. La masse de chômeurs et de pauvres s'étend, on ne voit pas d'amélioration possible dans le cadre du système actuel qui est dominé par les riches, par les actionnaires, les fonds de pension, etc. Alors pour nous CO, ce qui doit primer aujourd'hui, c'est la préparation de la riposte au niveau des entreprises, au niveau des salariés et des travailleurs sans emploi. Ce qu'il est urgent de renforcer c'est la préparation et mobilisation des couches populaires travailleuses et pauvres pour faire reculer les patrons et les gouvernants à leur service. Il faut donc mettre en avant les orientations, les objectifs propres à ces couches laborieuses et pauvres, et tout faire pour que celles-ci se rallient à ces orientations et objectifs.

Nous ne pensons pas qu'il faille fusionner toutes sortes d'objectifs, de tous niveaux, de toute nature dans un mouvement de «luttes» en général, contre un «colonialisme sournois mais cohérent», contre «le capitalisme international» (la mondialisation !) qui nous transforme en marché de consommation, etc..

Nous à C.O. nous pensons que les travailleurs doivent avant tout se préparer et se mobiliser pour engager des luttes d'ensemble sur leurs propres revendications : s'opposer aux licenciements, aux bas salaires, aux emplois précaires, réclamer le contrôle sur les comptabilités des entreprises pour s'opposer aux plans sociaux, se battre pour créer des emplois avec l'argent public au lieu de le donner aux patrons, notamment en développant une activité massive de construction de logements sociaux qui manquent cruellement !

Bien sûr, nous participerons, dans la mesure de nos moyens et disponibilités, à des initiatives proposées par d'autres que nous et nous jugerons au cas par cas, ce qui renforce le combat des travailleurs ou ce qui est dispersion ou détournement des vrais objectifs.

Guadeloupe Cliniques les Eaux Claires et l'Espérance : la mobilisation continue pour l'UTS-UGTG

Un accord a été signé aux Eaux Claires dans le cadre des négociations annuelles obligatoires de 2007 par les deux autres syndicats présents dans l'entreprise, à savoir la FGS-FO et la CGTG qui n'étaient pas en grève. L'UTS-UGTG qui conteste la présence de ces deux syndicats non grévistes n'a pas participé aux discussions.

L'accord prévoit une revalorisation des salaires de 6 % étalés sur trois ans :

- 2 % à partir du 1er mars 2007 (dont les 1,36 % déjà accordés par la Branche) (valeur du point 8,26 €),
- 2 % à compter du 1er mai 2008 (valeur du point 8,42 €)
- 2 % à compter du 1er mai 2009 (valeur du point 8,59 €).

- Mise en place d'un accord d'intéressement basé sur l'activité de l'établissement. Le premier versement aura lieu le 15 juillet 2008.

- Versement d'une prime exceptionnelle de vacances le 15 juillet 2007 de 350 €.

L'UTS-UGTG qui n'a jamais participé aux négociations conteste cet accord et dit qu'il est moins avantageux que ce qui a été signé dans les autres cliniques, à savoir 4 % étalés sur deux ans. Pour la direction de la clinique il s'agit d'un très bon accord et il est vrai qu'elle a réussi à

négoier jusqu'en 2009 et espère ainsi éviter un nouveau conflit. De plus elle a répété à plusieurs reprises qu'elle refusait de payer les jours de grève et qu'il n'en était pas question. La direction ne cesse de vanter l'accord sur la prime d'intéressement, mais nous savons que pour elle c'est plus avantageux puisqu'elle ne paie pas de charges sociales sur ces primes et le montant est très aléatoire puisqu'il dépend de l'activité de la clinique, ce qui n'est pas le cas de l'augmentation du salaire.

L'UTS-UGTG maintient la pression et a prévu une mobilisation de ses militants le mardi 29 mai. En ce qui concerne la clinique l'Espérance, il n'y a aucune avancée dans les discussions et aucun accord n'a été signé.

Il est vrai que la position des deux autres syndicats au sein des Eaux Claires favorise le durcissement de la position de la direction qui sait bien qu'il n'y aura pas une généralisation du mouvement et n'a donc rien à craindre.

Le bras de fer continue donc entre l'UTS-UGTG et la direction qui a clamé haut et fort qu'elle ne cédera pas. Mais les grévistes restent déterminés.

Extraits du site "Lutte-Ouvrière"

CONTRAT À SENS UNIQUE POUR LES PATRONS

Les candidats UMP aux élections législatives mènent campagne sur une des propositions de Sarkozy : mettre en place un contrat de travail unique à la place des nombreux contrats actuels. Ce contrat s'inspire du CNE qui instaure une période d'essai de deux ans.

C'est pour simplifier les choses et faciliter l'embauche, prétend la droite. Cela va surtout simplifier la vie aux patrons qui vont pouvoir disposer d'une souplesse plus grande pour licencier. Pour les salariés, ce sera encore plus de précarité.

Sarkozy a des idées fixes, qui visent toutes à accorder des facilités accrues aux patrons. Mais ces derniers ne sont qu'à moitié contents. Ils voudraient aller encore plus loin et supprimer tout le code du Travail.

Encore faudrait-il que les travailleurs laissent faire. Et ça, ce n'est pas gagné pour Sarkozy, ni

pour ses amis les patrons.

FRANCE : LE RACKET DU LUNDI

Le lundi de Pentecôte, nombre de salariés du privé et du secteur public ont dû travailler gratis. A d'autres, on a retiré un jour de RTT, de congés ou imposé un rattrapage non payé.

Après la canicule meurtrière de 2003, c'était censé assurer de meilleures conditions de vie aux personnes âgées dépendantes.

D'abord, l'argent récupéré ce jour-là est bien insuffisant pour cela, disent les associations qui s'occupent de personnes âgées. Il faudrait que l'Etat y mette vraiment les moyens.

Au lieu de cela, il met la main à la poche... des salariés, et d'eux seuls. Sous couvert de solidarité nationale, on ne demande rien au patronat qui, en plus, y gagne en bénéficiant d'une partie du travail de cette journée !

EN BREF (Extraits de Lutte Ouvrière)

TOUR DE PASSE-PASSE

Même Forgeard a dû rigoler en entendant Sarkozy parler de supprimer les parachutes dorés. D'abord, la loi n'est pas rétroactive. Ensuite, elle ne s'appliquera pas aux entreprises de droit étranger.

Or, EADS-Airbus est une société de droit néerlandais. C'est l'aubaine pour ses dirigeants et gros actionnaires qui avaient eu le feu vert du gouvernement Jospin pour immatriculer leur groupe à l'étranger. Bien des entreprises le font qui échappent ainsi à la loi, aussi peu méchante soit-elle pour les hommes du capital.

PARACHUTES DORÉS

Sarkozy a annoncé une loi censée interdire les parachutes dorés, comme celui de 8,4 millions d'euros dont a profité l'expresident d'EADS, Noël Forgeard.

Il prétend que cela va "moraliser" le monde des PDG. Mais cela n'inquiète pas ses amis du grand patronat. Les Bouygues,

Lagardère, Pinault, Arnaud, Bolloré, etc., sont aussi propriétaires de leur groupe. Et, bien plus riches et protégés que de simples PDG, ils n'ont pas besoin de ces parachutes dorés.

LA POSTE BANCALE

Une fois de plus La Poste est condamnée pour avoir multiplié les CDD d'une postière. En neuf ans, une guichetière du Tarn avait enchaîné 150 CDD ! La Poste devra lui verser 13 800 euros d'indemnités et augmenter son salaire de 15 ou 20 %.

La Poste du Tarn devrait être à nouveau sur la sellette, cette fois pour 247 CDD enchaînés par un autre postier ! Voilà comment une entreprise d'Etat piétine le droit du travail et entretient la précarité de ses employés.

BAISSE D'IMPÔTS ANNONCÉES POUR LES RICHES

Revoilà le temps de la

Martinique Conférence de presse des candidats de Combat



Le vendredi 18 mai Combat Ouvrier a tenu une conférence de presse à Fort de France avec les trois candidats Combat Ouvrier et Lutte Ouvrière qui seront présents dans trois circonscriptions de Martinique lors des élections législatives des 9 et 16 juin 2007.

Les candidats titulaires sont Ghislaine Joachim-Arnaud sur la 3ème circonscription du Centre, Jean Jacques Magit sur la 2ème circonscription du Nord Caraïbes et de Alex Duféal sur la 1ère circonscription du Nord Atlantique. Des travailleurs sympathisants de différentes entreprises étaient présents à cette conférence ainsi que les journalistes invités.

La conférence de presse était présidée par le candidat

titulaire du Nord Caraïbe. Il a d'abord donné la parole à la candidate du Centre qui face aux journalistes a brossé un tableau sur la situation des travailleurs et a présenté le programme de défense des travailleurs qui sera repris dans chaque circonscription par les candidats.

Ensuite le candidat du Nord Atlantique a fait une présentation de nos candidats et candidate ainsi que leurs suppléantes et suppléants présents, insistant sur leur parcours de travailleurs, militants politiques ou syndicaux.

A la fin de cette conférence, chacun des candidats a été interviewé par les journalistes présents.

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 30.50 €
SOUS PLI OUVERT 23 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

.....

.....

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Résponsable de publication

P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anaïs.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier

http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet

redaction@combat-ouvrier.net